

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 150 (2005)
Heft: 8-9

Artikel: Enseignements de l'opération "COLIBRI" : G 8. Partie 2
Autor: Bodmer, Roland
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346514>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enseignements de l'opération « COLIBRI » – G8 (2)

De nombreux articles¹ ont été écrits sur l'engagement « COLIBRI », consacrés le plus souvent à des considérations générales et/ou abstraites. S'il est incontestable que l'armée a réussi la mission qui lui a été confiée, les obstacles au bon déroulement de cette opération furent nombreux et ont peut-être été un peu trop aisément occultés. Le présent article se propose d'apporter une information sur quelques difficultés rencontrées et certains enseignements tirés à un échelon opérationnel, en l'occurrence l'expérience vécue par le bataillon d'aéroport 1 durant son dernier service d'appui avant sa dissolution, du 19 mai au 6 juin 2003.

■ **Cap Roland Bodmer²**

Logistique

Sans revenir sur les importantes contraintes liées au renforcement du terrain, quelques autres aspects logistiques particuliers à « COLIBRI » peuvent être relevés. Afin de permettre aux véhicules militaires de rouler autour du tarmac sans être convoyés par un véhicule du Service de sécurité de l'aéroport (SSA), ils doivent tous être équipés de feux tournants, chars de grenadiers inclus, à l'exception des vélos ! De même, tous les chauffeurs engagés à l'intérieur du périmètre suivent une formation à la conduite en milieu aéroportuaire dispensée par le SSA, incluant la connaissance des signalisations et des dangers spécifiques. Les chauffeurs étant (comme d'habitude) en sous-effectif, le respect des heures de sommeil dans cet engagement de grande ampleur et

24 heures sur 24 nécessite une planification stricte avec très peu de marge de réserve.

Pour répondre aux impératifs de sécurité établis par la Police de sécurité internationale pour l'accès au tarmac, un système de badges est mis en fonction par le bat aéro 1. Ce système, combiné avec les procédures d'accès, permet de déterminer à tout moment quel militaire est présent dans le dispositif. Bien que seuls les hommes du bataillon amenés à se rendre dans l'enceinte sécurisée soient équipés d'un badge « COLIBRI », cette mesure représente à elle seule un effort administratif conséquent !

Afin de se prémunir contre les effets d'un éventuel blocus terrestre de l'AIG par des opposants au sommet, quelques équipements lourds sont prépositionnés au début du service dans l'enceinte de l'AIG, ce qui laisse, le cas échéant, la possibi-

lité d'occuper par voie aérienne le dispositif, directement depuis le secteur d'instruction. Le SSA met aimablement son infrastructure à disposition, notamment pour établir l'atelier de réparation. En ce qui concerne le service du matériel, l'approvisionnement continu des compagnies en batteries³ et en bouteilles d'air comprimé pour les nombreux appareils d'observation à image thermique (*WBG 90*) déployés sur l'AIG devient vite une préoccupation. Il est d'ailleurs relativement cocasse de noter que, durant le plus important engagement militaire depuis la Seconde Guerre mondiale, l'arsenal de Genève ferme normalement ses portes durant le jeudi de l'Ascension !

Conduite

Une fois la phase d'instruction préparatoire terminée, le bataillon se déplace dans le secteur d'engagement à Genève et se consacre à la finition des ren-

¹ Adaptation de l'article originellement paru sous le titre « COLIBRI : un an après » dans l'édition de juin 2004 de *L'officier neuchâtelois*.

² Commandant remplaçant e.r. du bataillon d'aéroport 1. Première partie, voir RMS, mai 2005.

³ L'approvisionnement en batteries et accus pour les moyens de transmission, enclenchés 24 heures sur 24, fait aussi l'objet d'une attention particulière.

forcements de terrain. Lors d'un rapport de coordination avec la PSI, il apparaît que le plan-horaire d'occupation du dispositif ordonné par la LTF ne coïncide pas avec le plan-horaire de la PSI, qui ne prévoit que le lendemain la mise en place du gros du dispositif militaire! Ce constat amène à une nouvelle planification de l'engagement, ce qui permet de consacrer plus de temps aux finitions du renforcement du terrain, donc de prendre le dispositif dans des conditions plus favorables. Cette nouvelle planification constitue néanmoins une rupture du rythme de travail, plutôt soutenu jusque-là!

Parmi les anecdotes, on peut relever la difficulté à poser les centaines d'affiches de garde armée: le périmètre ayant été entouré presque partout de plusieurs couches de rouleaux de fil de fer barbelé par la cp efa III/7 avant le service du bat aérop 1, il n'est plus possible de placer les affiches depuis l'intérieur du grillage de l'AIG! Le commandant de la compagnie en charge du tronçon faisant frontière avec la France doit donc négocier avec les gendarmes français pour envoyer des hommes sur sol français poser les affiches...

La prise du dispositif se déroule sans difficultés. La montée en puissance progressive permet de procéder rapidement aux ajustements inévitables dans un engagement de cette ampleur. Le constat est vite établi: l'état-major de liaison cantonal, situé à l'Hôtel de Police en ville de Genève, ne permet pas le suivi effectif des opérations sur l'AIG. Par exemple, la PSI modifie plusieurs éléments



importants du dispositif en traitant directement avec les détachements militaires en place, qui ne communiquent pas toujours ces changements. Très vite, des officiers de liaison du bataillon assurent une permanence au PC Front de l'aéroport, en contact direct avec les différents acteurs présents sur l'AIG (police, services français, SSA, etc.). Il est convenu que les demandes et annonces con-

vergent vers cet organe, avant d'être diffusées dans les différents services par leur hiérarchie propre. Ce mode de fonctionnement s'avère rapide et fonctionnel, tout en assurant une vision d'ensemble de la situation, qui va être particulièrement précieuse lors des événements du 31 mai et du 1^{er} juin. Bien que la LTF ait prévu, à juste titre, de ne pas mélanger les missions dans un même sec-



La responsabilité du service de renseignement incombe aux autorités civiles, à l'exception des aspects purement militaires à propos desquels une anecdote paraît assez significative⁴: une patrouille militaire est intriguée par des soldats portant l'uniforme suisse, qui se tiennent à un endroit inhabituel autour du tarmac, elle procède à leur contrôle. Ces militaires ne peuvent pas se légitimer avec le fameux badge «COLIBRI», mais exhibent une carte civile de Skyguide! Devant l'apparente irrégularité de la situation, les vérifications se poursuivent et la PSI est avertie. Les hommes interpellés allèguent faire service avec un groupe d'exploitation des Forces aériennes stationné sur l'aéroport, ce qui ne figure dans aucun document en possession du bataillon. La cellule renseignement de la *Land Task Force* et celle de l'*Air Task Force* sont immédiatement sollicitées mais ne peuvent pas confirmer la présence de ce groupe d'exploitation! Des démarches ultérieures vont éclaircir la situation: ces hommes faisaient effectivement partie d'un groupe d'exploitation en service ordinaire sur l'AIG, et n'étaient donc absolument pas intégrés à «COLIBRI»! Ils entraient dans le périmètre aéroportuaire en civil par les accès normaux, se légitimant avec leur badge Skyguide. Une fois à l'intérieur, ils enfilaient leur uniforme pour exécuter leurs tâches, en principe à l'intérieur des bâtiments. Une envie de prendre l'air les a amené au bord du tarmac, où ils furent contrôlés!

teur et au sein d'une même troupe, différentes demandes ne tardent pas à parvenir au bataillon via l'état-major de liaison cantonal. Nonobstant sa mission subsidiaire de garde, le bataillon doit mettre à disposition des détachements pour assurer la surveillance de parcs

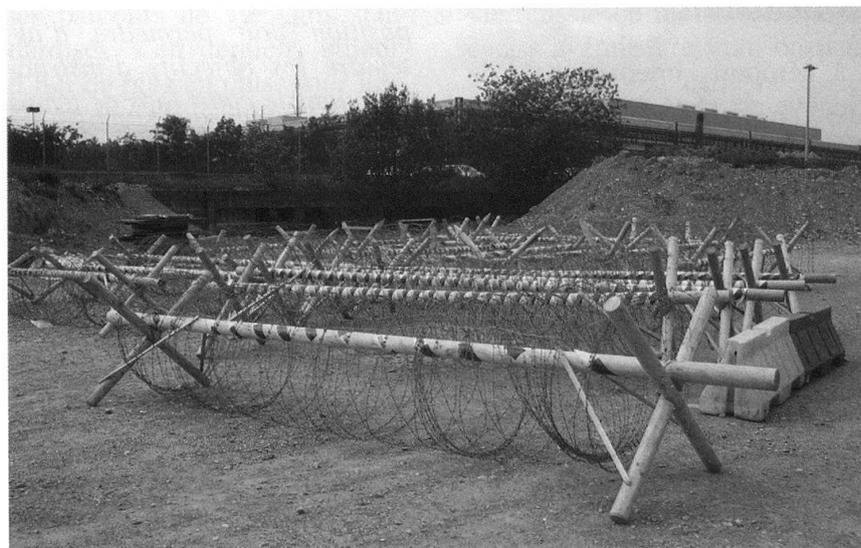
de véhicules de police, tant allemands que confédérés! Ces missions supplémentaires détournent des effectifs de la mission principale. Il est intéressant de relever que beaucoup de partenaires civils perçoivent les moyens militaires comme quasiment illimités!

⁴ La réactivité des opposants au sommet en matière de service de renseignement mérite d'être signalée: quelques heures à peine après la pose des affiches de garde armée sur le périmètre de l'AIG, des photos de celles-ci sont publiées sur un site internet!

On ne peut que s'interroger! Comment une telle situation a pu survenir? Que se serait-il passé si ces hommes portant l'uniforme suisse, sans légitimation «COLIBRI» et prétendant faire service avec une unité inconnue, avaient été contrôlés en pleine nuit, alors que la tension était vive lors des mouvements des *super-VIP* sur le tarmac et suite aux événements en ville?

Compte tenu de l'environnement émotionnel de «COLIBRI», l'information à la troupe est particulièrement importante, et a été prise en compte déjà avant l'entrée du service par des courriers explicatifs. Durant le service, huit éditions du journal de bataillon *Le Colibri Déchaîné* sont sorties par une mini-cellule d'information conduite par un journaliste professionnel et placée sous les ordres directs du commandant du bataillon. Chaque éditorial est écrit par une personnalité militaire ou civile. Durant l'engagement même, des bulletins d'informations sont diffusés dans les sections lors de leur départ en relève, ainsi qu'à leur retour. Si la forme écrite convient à des situations évoluant peu, il en va autrement lorsque les événements s'accroissent!

En effet, lors des troubles du 31 mai et du 1^{er} juin, les informations sont diffusées presque en temps réel par les médias, parfois par des voies nouvelles comme les annonces par SMS⁵.



En gardant à l'esprit que le bataillon est essentiellement composé de Genevois, il est aisé d'imaginer que cette diffusion quasi immédiate d'informations pas toujours vérifiées favorise l'émergence de nombreuses rumeurs! Outre les médias, la

principale source de renseignements est le PC Front de l'AIG, d'où les informations sont relayées par les officiers de liaison. L'annonce des pillages en centre ville cumulée aux rumeurs⁶ a créé quelques remous émotionnels au sein du bataillon.

⁵ L'utilisation du natel n'était pas autorisée dans les positions, mais était autorisée lors des pauses! De plus, les civils (personnel de l'aéroport, voyageurs, etc.) au milieu desquels évoluaient les militaires avaient beaucoup plus facilement accès aux médias, ce qui contribua parfois à créer le sentiment que les civils étaient mieux informés... que les militaires!

⁶ Par exemple: «Une colonne de plusieurs centaines de contestataires armés de cocktail Molotov monte sur l'aéroport!»

lon, mais contribué certainement aussi à renforcer la vigilance sur les positions. Il n'était pas toujours facile pour ces Genevois de rester sereins et en quelque sorte passifs dans le camp retranché de l'AIG, alors que la situation dégénérait en ville, certains membres du bataillon craignant notamment que leur lieu de travail ou de domicile soit vandalisé. Les grenadiers de chars se sont même portés volontaires pour descendre en ville, mais la teneur de la mission du bataillon leur fut rapidement rappelée !

Conclusion

L'aéroport international de Genève est resté en activité durant tout le sommet et n'a pas été l'objet de troubles d'envergure. L'engagement militaire, notamment en renforçant l'aspect dissuasif de l'important dispositif «COLIBRI», a certainement contribué à ce succès. L'excellente collaboration avec les autorités, plus particulièrement avec la PSI, avec laquelle un climat de confiance très motivant s'est vite développé, mérite d'être soulignée. Même si, militairement, il faut noter de nombreuses imperfections du système, l'engagement personnel de nombreux cadres et soldats du bataillon a permis une fois de plus de mener à bien les tâches confiées. A l'issue de son dernier service, se terminant de plus à la date symbolique du 6 juin, le bat aérop 1 peut dès lors affirmer fièrement: «Mission accomplie!»

Bien qu'avec la dissolution du bataillon, tout un savoir-faire

laborieusement acquis ainsi que de nombreux enseignements pratiques et techniques risquent d'être perdus, les quelques principes généraux suivants peuvent être dégagés de «COLIBRI» afin de créer des conditions favorables pour un futur engagement:

- *La priorité des moyens doit être accordée aux formations à l'engagement.* Mise à disposition d'instructeurs, places de tir en suffisance, attribution des machines à remplir les sacs de sable, prestation des arsenaux, etc.

- *L'infrastructure mise à disposition doit permettre d'atteindre les objectifs d'instruction dans le court laps de temps imparti, sans risquer de les compromettre par des conditions extérieures défavorables.* Ne pas utiliser de places de tir en altitude sujettes à impraticabilité en raison de la météo ou des troupeaux, horaires de tir de nuit réellement utilisables, etc.

- *Les ROE doivent impérativement être remises à la troupe avec un préavis permettant leur totale intégration dans l'instruction, y compris durant le CC.* Les ROE conditionnent non seulement les moyens et les techniques, mais surtout l'esprit dans lequel l'engagement doit être mené.

- *Pour un même objectif, les voies de commandement avec les partenaires civils doivent être centralisées.* L'attribution des moyens militaires en raison de nouvelles requêtes des nombreux interlocuteurs civils peut ainsi être optimisée, tout en as-

surant aux chefs militaires une meilleure vision, notamment lorsque la situation évolue rapidement.

- *Dans un contexte de service d'appui dans un environnement civil, les moyens de diffusion du renseignement doivent permettre de transmettre l'information en temps utile jusqu'à l'échelon du soldat selon nécessité.* Il est primordial que le niveau d'information des militaires reste au moins égal à celui des civils au milieu desquels ils évoluent (idéalement, il devrait être supérieur!).

Que d'autres perpétuent la devise du bataillon: «Croire et oser»!

Assurer le bon fonctionnement d'un dispositif militaire complexe, avec munition de combat dans un aéroport international en activité, travailler avec des collaborateurs motivés et unis par le sens du respect de la mission, surmonter quasi quotidiennement de nouveaux obstacles, côtoyer des militaires et des policiers en provenance de nombreux pays, vivre cette ambiance très particulière des soirées du 31 mai et du 1^{er} juin, avoir eu le privilège de participer à la dernière aventure du bataillon d'aéroport 1 «COLIBRI» a indiscutablement constitué à titre personnel une expérience marquante, intense et enrichissante!

R. B.